VENTES A L'ENCAN VENTES A L'ENCAN

Spear, Escoffier & Spear.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Mercredi, le 25 Août 1909.

Excellente Occasion pour Acquérir Propriété Améliorée et Rémunératrice Dans le Deuxième District.

No 3115 RUE DE SOTO Nos 3108-3110 rue De Soto

COTTAGE SIMPLE COMMODE. Elegant Cottage Double Eleve de Terre.

Nos 3112-3114 rue De Soto. Maison à Deux Etages,

COTTAGE DOUBLE RETIRE DE LA BANQUETTE ET ELEVE DE TERRE. Rue Lopez, pres de la rue St-Philippe, avec Terrains Extra Contigus.

Nos 3122-3124 RUE DE SOTO,

Charmant Cottage Double Elevé de Terre et Retiré de la Banquette.

HENRY REGGIO ET ALS vs RUTH SNAER ET ALS, MINEURS.

No 90145—Cour Civile de District pour la Paroisse d'Orléans, Division B.

PAR SPEAR, ESCOFFIER & SPEAR—Louis C. Spear, Encanteur—Bureau 802 rue Perdido—MERCREDI, le 25 août 1909, à midi, il sera vendu, à la Bourse des Propriétés Foncières, No 311 rue Baronne, entre les rues Gravier et Union, en vertu de et conformément à un jugement ci-rendu et Cour ouverte le 14 juillet 1909, lequel jugement a été signé en Cour ouverte le 20 juillet 1909, par l'Hon. E. K. Skinner, juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, Division C, agissant pour l'Hon. Fred D. King, juge de la Division B, dans l'affaire ci-dessus intitulée, la propriété ci-après décrite, à savoir:

1° Un certain lot de terre avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, voies, privilèges et appartenances en dépendant, situé dans le Deuxième District de cette ville, dans l'îlet désigné par le No Municipal 436, borné par les rues Washington (maintenant De Soto), Lopez, Rendon et Esplanade et la Grande Route St Jean, désigné par le No 6 sur un devis fait par Grandjean et Piffet voyer daté du 1er juin 1888, et annexé à un acte passé par devant James Fahey, ancien notaire en cette ville le 21 janvier 1891, et mesurant trente et un pieds onze pouces et six lignes de face à la rue Washington (maintenant De Soto), sur une profondeur de cent vingt sept pieds dix pouces et cinq lignes. Les améliorations comprennent un cottage simple retiré de la banquette, avec gerrage, ayant galerie sur le devant et sur le côté, 6 chambres, cisterne, hangar, lieux d'aisance, etc., connu par le No municipal 3115 rue De Soto.

2° Un certain lot de terre, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, voies, privilèges, servitudes et avantages qui y appartiennent ou de quelque façon en dépendant, situé dans le Deuxième District de cette ville, dans l'îlet No 435, borné par les rues Washington (maintenant Delli) et St Jean (maintenant Rendon), Deuxième (maintenant Lopez) et Washington (maintenant De Soto), ledit lot est désigné par le numéro trois sur un plan par J. F. Braun, voyer, daté du 12 janvier 1845, ledit lot mesurant trente et un pieds onze pouces et six lignes de face à la rue Washington (maintenant De Soto) sur cent vingt sept pieds dix pouces et cinq lignes de profondeur entre lignes parallèles.

Les améliorations comprennent un cottage double retiré de la banquette et contenant galerie sur le devant et dans le fond, 4 chambres, cabinet, hangar dans le fond, cisterne et lieux de chaque côté, loués $12.00 par côté, connu par les Nos municipaux 3112 et 3114 rue De Soto.

4° Un certain lot de terre ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, et tous les droits, voies, privilèges, servitudes et avantages qui y appartiennent ou de quelque façon en dépendant, situé dans le Deuxième District de cette ville, dans l'îlet désigné par le No Trois, daté du 1er No 135, sur le plan d'assemblage, lequel par les rues Moreau (maintenant Chartres), Royale, Desiré et Elmire sur un plan de L. Surgi, daté du 15 janvier 1847, déposé en l'étude de L. Claire, comme plan No 4 du livre de plan No 5, désigné par le No 1 sur un plan de E. D. Hémécourt, daté du 22 janvier 1838, déposé en l'étude de P. Lacoste, ancien notaire, lequel lot de terre, mesurant trente et un pieds de face à la rue Desiré sur cent vingt pieds sept pouces de profondeur entre lignes égales et parallèles.

Les améliorations consistant d'un cottage double 615-617 rue Desiré.

2° Un certain lot de terre ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, y appartenant ou de quelque façon en dépendant, situé dans le Troisième District de cette ville, désigné par la lettre E de l'îlet No 138, borné par les rues Chartres, Desiré, Elmire et Royale sur un devis de E. Pilié, voyer daté du 26 juillet 1889, lequel lot mesure trente pieds de face à la rue Chartres sur quatrevingt six pieds de profondeur entre lignes parallèles et faisant le coin des rues Desiré, formant le coin des dites deux rues.

Les améliorations consistant d'un cottage simple, rue Chartres coin de la rue Desiré.

3° Un certain morceau ou portion de terre ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui y trouvent, avec tous les droits, passages, privilèges, servitudes et avantages y appartenant ou de quelque façon en dépendant, situé dans le Troisième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Elmire, Royale, Chartres et Desiré, désigné par la lettre A d'après un plan dressé par C. U. Lewis, député-voyer de ville et contigu audit lot A, et d'après ledit devis ledit lot mesure vingt cinq pieds huit pouces et quatre lignes de face à la rue Elmire sur une profondeur entre lignes parallèles de cent vingt pieds, le dit lot B est formé de la plus grande portion du lot original, tel qu'il est indiqué sur ledit plan de Jos. Pilié ci-dessus mentionné.

Les améliorations consistant d'un cottage simple No 637 rue Elmire.

Conditions—Un tiers ou plus comptant et le balance, s'il y en a, en un crédit de un et deux ans avec billets stipulant de porter intérêt à 7 0/0 par an de la date de l'adjudication jusqu'à paiement, garantis par hypothèque sur ledit immeuble, avec toutes les causes usuelles de sécurité et l'assurance avec 10 pour cent d'honoraires d'avocat sur le montant en litige. L'acquéreur devant payer les taxes de 1909 en plus du prix de l'adjudication. Acte de vente pardevant F. D. Charbonnet, notaire, aux frais des acquéreurs. Les acquéreurs ne devant recevoir les loyers qu'après la passage des actes de vente. Les acquéreurs devant faire un dépôt de 10 pour cent du prix d'achat au moment de l'adjudication.

CHARLES ROTH, Encanteur.
National Realty Co., Ltd. 401 rue Camp.
15 août—15 22 29—sept 5 12 16

Stroudback & Stern.

ANNONCE JUDICIAIRE.

VENTE DE LIQUIDATION.

Fonds entier de commerce, installations, compte courant et meubles de bureau l'avoir de

MARTINY-SCHNELL CIE.,

IN RE LIQUIDATION DE LA MARTINY-SCHNELL CIE.

No 90,388—Cour Civile de District pour la Paroisse d'Orléans.

PAR STROUDBACK & STERN, Leonard L. Stern, encanteur—Bureau 322 rue Baronne—MARDI, 24 août 1909, à 11 heures A.M., sur les lieux No 141 rue Dauphine, coin Iberville, il sera vendu à l'encan au verre d'un ordre signé le 19 juillet 1909, de l'Hon. E. K. Skinner, juge de la susdite Cour Division C, agissant pour l'Hon. Fred D. King, juge de la susdite Cour, Division B, absent en congé, dans l'affaire ci-dessus intitulée, la propriété ci-après décrite, à savoir:

Le fonds dans les affaires se composant de:

Meubles et installations de bureau, coffre fort à combinaison Herring, 10 vendeurs à rouleaux, tables comptoir, comptoir de caissier, installation de vitrines, étagères de mur, comptoir plat pour bureau, articles de toilette, bijouterie, brosses à dents, bâtonnets, colis, manchettes, chemises de toutes descriptions, robes de nuit, pajamas, robes de bain, cravates, chaussettes, mouchoirs, ombrelles, valises, jaquettes de garçons de salle, palétots linge de dessous, bretelles, ceintures, balais de whisk, brosses à cheveux, lot d'étoffes à chemises, etc., etc., le tout d'après un inventaire sur filière au bureau de Stroudback & Stern, 322 rue Baronne.

Conditions—Comptant.

Felix Bachemin, Charles F. Schnell et Pierre A. Powers liquidateurs.

Arthur B. Leopold, avocat.
13 août—13 17 22 24

ANNONCE JUDICIAIRE

VENTES PAR LE SHERIF

ANNONCE JUDICIAIRE

Vente par le shérif du vapeur à hélice "Radha"

W. G. Coyle et als. vs. C. C. Buck.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans—No 90,005—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus intitulée, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Propriétés Foncières, No 311 rue Baronne, entre les rues Union et Gravier, dans le Premier District de cette ville, le JEUDI, 23 septembre 1909, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Le bateau à gazoline Zeta, ses machines, ancres, cordes, chaises, rigging, tackle, appareils et meubles et les accessoires y appartenant maintenant ou étant trouvé dans le fleuve Mississippi, à Algier, près du débarcadère du ferry de la rue du Canal.

Sa longueur est de 49 7/10 de pieds, sa largeur est de 8 8/10 de pieds, profondeur 3 3/10 de pieds, construit en bois, model head square stern.

Pour plus de détails et informations et référence, une copie peut être obtenue de la licence et de l'acte d'hypothèque enregistrés dans l'affaire ci-dessus.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

LOUIS KNOP,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
Charles Louque, avocat.
20 août—20 27—sept 3 10 17 22 23

ANNONCE JUDICIAIRE

Vente par le Shérif du bateau à hélice à gazoline "Zeta"

Charles Louque vs. C. C. Buck.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 90,006—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus intitulée, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Propriétés Foncières, No 311 rue Baronne, entre les rues Union et Gravier, dans le Premier District de cette ville, le JEUDI, 23 septembre 1909, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Le bateau à gazoline Zeta, ses machines, ancres, cordes, chaises, rigging, tackle, appareils et meubles et les accessoires y appartenant maintenant ou étant trouvé dans le fleuve Mississippi, à Algier, près du débarcadère du ferry de la rue du Canal.

Sa longueur est de 49 7/10 de pieds, sa largeur est de 8 8/10 de pieds, profondeur 3 3/10 de pieds, construit en bois, model head square stern.

Pour plus de détails et informations et référence, une copie peut être obtenue de la licence et de l'acte d'hypothèque enregistrés dans l'affaire ci-dessus.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

LOUIS KNOP,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
Charles Louque, avocat.
20 août—20 27—sept 3 10 17 22 23

ANNONCE JUDICIAIRE

Vente de Propriété améliorée de valeur du Second district.

Portant les Nos municipaux 2917-2919 rue St-Philippe.

Suburban Building and Loan Association vs Mme Victoria Cornue, veuve de Jules Vesley.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR la paroisse d'Orléans—No 90,390—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus intitulée, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Propriétés Foncières, No 311 rue Baronne, entre les rues Union et Gravier, dans le Premier District de cette ville, le JEUDI, 16 septembre 1909, à midi, la propriété ci-après décrite à savoir:

Un certain terrain avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, et tous les droits, passages, privilèges, servitudes et tout ce qui y appartient en quelque sorte en faisant partie, situé dans le Second District de cette ville, carré d'îlet borné par les rues Bienville, St Philippe, Gayoso, Orchid et l'avenue Ursulines et Dupré; ledit terrain est désigné par le No dix-sept, sur un plan du devis de D. E. Seghers et fils, voyers, en date du 20 janvier 1905, une copie duquel est annexé à un acte de vente de E. J. Lecoste à B. Colomes, passé pardevant J. J. Woulfe, notaire, le 11 juillet 1905, conformément audit plan ou devis; ledit terrain mesure comme suit: trente trois pieds, un pouce six lignes de façade rue St Philippe sur trente deux pieds, un pouce quatre lignes de largeur à l'arrière, sur les profondeurs suivantes: cent vingt sept pieds trois pouces sur la ligne se séparant du terrain 16, et cent trente quatre pieds six lignes sur le terrain 18 divisant du terrain ci-dessus.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, l'acquéreur au moment de l'adjudication devant faire un dépôt de 10 pour cent du prix d'achat.

LOUIS KNOP,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
Zenge, Lemann & Soniat, avocats pour la demanderesse.
13 août—13 14 20 27—sept 3 10 16

ANNONCE JUDICIAIRE

Vente de propriété de valeur améliorée du Septième District

Portant le No Municipal 253 rue Cherokee [Ilet borné par les rues McCarthy, Millaudon et Mississippi].

Richard G. Washington vs Needom James.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. — No 90,352 —En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus intitulée, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Propriétés Foncières, No 311 rue Baronne, entre Union et Gravier, dans le Premier District de cette ville, JEUDI, le 9 septembre 1909, à midi, la propriété ci-après décrite, à savoir:

Un certain lot de terre, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Septième District de cette ville, désigné comme lot numéro sept (7) dans l'îlet numéro quarante et un, borné par les rues Cherokee (Clinton), McCarthy, Millaudon et Mississippi (De Armas) et mesurant trente pieds de face sur la rue Cherokee par cent vingt pieds de profondeur.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

I. Termes et conditions.

COMPTANT POUR PAYER:

1° Un billet de de $100 payé comptant 7 0/0 d'intérêt par an à partir du 2 juillet 1908 jusqu'à paiement.

2° 10 0/0 honoraires d'avocat sur le montant du principal et de l'intérêt dudit billet dû sus: sur le montant du principal et de l'intérêt des 4 billets non arrivés à maturité, ci-dessous décrits.

3° $29.36 montant des taxes payé par le défendeur.

4° Les frais et dépens du procès et la vente et les taxes (s'il y en a dues) sur ladite propriété.

II. L'acquéreur devra retenir en sa possession et soumettre (pour le montant de l'enchère) le paiement des 4 billets de $100.00 chacun, garantis par hypothèque du vendeur sur ladite propriété, concurremment avec le billet dû, tous datés du 2 juillet 1908 et payables respectivement 2, 3, 4 et 5 ans après leur date, tous portant intérêt au taux de 7 0/0 par an de leurs dates jusqu'à paiement (l'intérêt après la vente devant être assumé par l'acquéreur).

III. Et le reste du prix de l'adjudication, s'il y en a, comptant sur les lieux.

LOUIS KNOP,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
John Bassich, Jr, avocat pour le demandeur.
d 6 août—6 13 20 27—sept 3 9

60 YEARS' EXPERIENCE

PATENTS

TRADE MARKS
DESIGNS
COPYRIGHTS &C.

Anyone sending a sketch and description may quickly ascertain our opinion free whether a invention is probably patentable. Communications strictly confidential. HANDBOOK on Patents sent free. Oldest agency for securing patents.

Patents taken through Munn & Co. receive special notice, without charge, in the

Scientific American.

A handsomely illustrated weekly. Largest circulation of any scientific journal. Terms, $3 a year; four months, $1. Sold by all newsdealers.

MUNN & Co. 361 Broadway, New York
Branch Office, 625 F St., Washington, D. C.

CHARTER

STATE OF LOUISIANA PARISH OF ORLEANS CITY OF NEW ORLEANS

BE IT KNOWN, That on this Fifth day of October in the year of our Lord One thousand nine hundred and six and of the Independence of the United States of America the one hundred and thirty first.

Before me JOHN G. EUSTIS a notary public duly sworn commissioned and qualified in and for the Parish of Orleans, State of Louisiana aforesaid and in presence of the witnesses hereinafter named and undersigned personally came and appeared the several persons whose names are hereinto subscribed, who severally declared that among themselves they have formed and organized a Corporation under the laws of the State of Louisiana, such claims made and proven and particularly of the provisions of Act 70 of the Acts of the Legislature of the State of Louisiana for the year 1904 approved July 7th, 1904. They have covenanted and agreed and do by these presents covenant and agree as follows: That they as well as such persons as may hereafter become associated with them to form a corporation for the purposes and objects and under the articles and stipulations following, to wit:

ARTICLE I.

The name of this corporation shall be THE CONSUMERS LUMBER MANUFACTURING AND EXPORT COMPANY and under the said corporate name it shall have power and authority to have and enjoy corporate existence for the full term and period of thirty (30) years from and after the date hereof, to contract and be sued, to make and have a corporate seal and the same to alter and break at pleasure, to hold and to convey, lease, purchase and convey as well as mortgage and hypothecate property, real and personal, and mixed, corporeal and incorporeal, to name and appoint such managers, directors, agents and officers as the business interest may require, and to make and establish as well as alter and amend from time to time such by-laws, rules and regulations for proper government of said corporation as may be necessary and proper.

ARTICLE II.

The domicile of this corporation shall be in the City of New Orleans and the State of Louisiana, all citation or other legal process shall be served on the President of said Corporation; or in the event of his absence upon the Vice President, or in the absence of both President and Vice-President, upon the Secretary-treasurer of said corporation.

ARTICLE III.

The objects and purposes for which this corporation is organized and established and the nature of the business to be carried on by it are hereby declared to be to buy, build, maintain and operate a saw mill or saw mills, planing mill and factories for the manufacture of all kinds of lumber, shingles, laths, and other kindred products; to purchase, own and sell timber lands and timber rights of all kinds, and to work said timber into every kind and character of products and by products, and to cultivate said land for any purpose whatsoever, build, own and operate steamboats, sailing vessels, pull boats, logging railroads, canal and every character of apparatus necessary or convenient for the handling, conveying and transporting the raw materials to and the finished products from said mill or mills; to sell and market the products of manufacture and the timber and lumber in all its stages; to own and operate and conduct stores and commissaries for sale of every character of merchandise necessary or convenient for the objects and purposes of this corporation.

ARTICLE IV.

The capital stock of said corporation is hereby fixed at the sum of Fifty-thousand dollars ($50,000.00) divided into and represented by (500) shares of stock of the sum of One hundred ($100) dollars each; said stock may be paid for in cash at the time of subscription or the same may be issued at not less than par in payment for property actually received or purchased by said corporation; this corporation shall become a going concern, and be authorized to do business as soon as ten per cent of the capital stock shall be subscribed and paid for.

ARTICLE V.

All the corporate powers of said corporation shall be vested in and exercised by Board of Directors to be composed of three stockholders to be elected annually on the 5th day of October of each year, except the first Board named and appointed in this charter, who shall hold their offices until the fifth day of October 1907, or until their successors are elected and qualified. All such elections shall be held by ballot and conducted at the office of said corporation under the supervision of two commissioners, to be appointed by the Board of Directors; at all such elections and corporate meetings, every stockholder shall be entitled to one vote for each share of stock standing in his name on the books of the corporation, to be cast in person or by its written proxy, and the majority votes cast shall elect. A failure to elect directors on the date above specified shall not dissolve the corporation nor impair its corporate management, but the directors then in office shall remain in office until their successors are elected and qualified; any vacancy occurring among officers or directors by death or resignation or otherwise shall be filled by election for the remainder of the term by the entire vote of the remaining directors. Every Board of Directors except the board appointed by this charter, shall elect from their number a President, Vice-President, a Secretary-treasurer, who shall be one officer, the Board of Directors may from time to time name and appoint all such officers and agents as the business of the corporation may require. It shall have the power to fix and define duties and salaries of every officer and employee, and all officers and employees shall hold office and employment at the pleasure of the board; the salary of any officer when fixed by the board can be increased or diminished upon the vote of at least two directors. The Board may make and establish, as well as alter and amend any and all by-laws, rules and regulations necessary and proper in its management of the business and affairs of said corporation. The Board shall have full power and authority to buy and sell property, to borrow money, to execute mortgages and create liens; to issue notes, bonds and other obligations and generally to do all things reasonable, convenient and necessary for the proper carrying on of the business of the corporation; the Board may issue full paid shares of stock at not less than par for cash or property actually transferred to the corporation; every member of the Board of Directors in the case of his absence from the City of New Orleans, State of Louisiana at any time, shall have the right to name and appoint in writing, a proxy to represent him and sit and vote in his place and name at all meetings of the Board of Directors which may take place during his absence from the State of Louisiana or City of New Orleans.

The Board of Directors shall have power or authority to exercise any of the powers conferred on it or bind the corporation by any of its acts unless the Board be authorised by an affirmative vote of at least two directors. Two directors shall constitute a quorum for the transaction of any business, and there must be at least two concurring votes to authorise the Board to act. All contracts and obligations of the corporation must be signed by the President and Secretary before they shall become binding on the company.

ARTICLE VI.

Whenever this corporation may be dissolved, either by limitation or from any other cause, its affairs shall be liquidated by two commissioners to be appointed amongst the stockholders at a general meeting of the stockholders convened for such purpose, of which meeting notice shall be given in the manner and time provided for the stockholders meeting by Article Seven of this charter and majority in amount the capital stock of said company represented at such meeting, shall be requisite to elect said commissioners, who shall remain in office until the affairs of said corporation shall be fully liquidated; in case of the death of one or more of said commissioners, the vacancy shall be filled by election of the surviving commissioners.

ARTICLE VII.

This act of incorporation may be modified, changed or altered, or said corporation may be dissolved with the consent of three-fourths of the capital stock represented at the general meeting of the stockholders convened for such purpose, and after notice shall have been given in one or more newspapers published in the City of New Orleans, once a week for four weeks preceding the meeting, and by written notice to each stockholder mailed thirty days prior to the date of meeting at the Post-office adress designated by him in writing. Any change proposed or made in reference to the capital stock shall be made in accordance with the laws of the State of Louisiana on the subject of altering the capital stock of corporations.

ARTICLE VIII.

No stockholder shall ever be held liable for the contracts or faults of said corporation in any further sum than the unpaid balance due the corporation on the shares of stock owned by him, nor shall any mere informality in organization have the effect of rendering this charter null, or of exposing any stockholder to any liability beyond the unpaid amount remaining due on his stock.

ARTICLE IX

D. A. Hackney, R. H. Hackney, and Willis W. J. Young have been chosen and selected as the first Board of Directors of this corporation with R. H. Hackney, as President; D. A. Hackney, as secretary-treasurer, to serve as such until the fifth day of October 1907, or until their successors shall have been elected and qualified. The subscribers here to have respectively written opposite their names the amount of stock in this corporation subscribed by each of them, so that this act of incorporation may also serve as the original subscription list of said corporation.

Thus done and passed at my office in the city of New Orleans, in the presence of L. P. Bryant, George W. Kendall (competent witnesses of lawful age of this city) who hereunto signed their names with the said appearers and me notary, on the day and date aforesaid after due reading of the whole.

(Signed)
D. A. HACKNEY, R. H. HACKNEY,
W. J. YOUNG, LOUIS P. BRYANT,
GEORGE W. KENDALL,
J. G. EUSTIS, Not. Pub.

I, the undersigned Recorder of Mortgages in and for the parish of Orleans, State of Louisiana, do hereby certify that the above and foregoing Act of Incorporation of the Consumers Lumber Manufacturing and Export Co. was this day duly recorded in my office in Book 819 Folio 727.

New Orleans October 15th, 1906.

(Signed) EMILE LEONARD,
Deputy Recorder of Mortgages.

I hereby certify the above and foregoing articles of incorporation of the Consumers Lumber Manufacturing and Export Company, together with the certificate of the Recorder of Mortgages for the parish of Orleans, to be a true and correct copy of the original entered in this office.

New Orleans October 15th 1906.

J. G. EUSTIS, Not. Pub.

CHARTER

STATE OF LOUISIANA, PARISH OF ORLEANS.

Be it known, That on this fourth day of September in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, before me, J. C. Davey, Jr., a Notary Public, in and for said Parish and State, duly commissioned and qualified, personally came and appeared, A. C. Wuerpel, a resident of this city and the president of the New Orleans Land Company, a legal corporation of this City and State, created by Act before O. D. Armas, late Notary, on November 15th, 1897, mortgage office book 358, folio 239, and amended by Act before Fred Zengel, Notary Public, May 23rd, 1899, mortgage office book 516, folio 670, as per Act before F. D. Charbonnet, Notary Public, on November 26th, 1903, mortgage office book 565, folio 98, and as per act before B. Konen, Notary Public, on December 11th, 1899, mortgage office book 646, folio 684.

Who declared: That at a general meeting of the stockholders of said NEW ORLEANS LAND COMPANY, held in the city on December 6th, 1905, in accordance with Article IX of the charter, an amendment was adopted striking out Article VII and substituting in lieu thereof, the following:

ARTICLE VII.

"All the powers of the corporation shall be vested in and exercised by a Board of Directors composed of not less than nine nor more than fifteen stockholders, the number for each year to be fixed by resolution of the Board before the annual election herein provided for, each holding not less than twenty-five shares of its stock, elected annually on the second Wednesday in May in each and every year, (provided that the present Board of Directors shall have the right to elect not more than six additional directors to serve with them in the annual election in May, 1906), after due notice three times in ten days in one of the morning daily papers of this city. Each share-holder present or represented at said meeting shall be entitled to one vote for each share held by him, and the persons receiving a majority of the votes cast at said meeting shall be declared elected.

The Directors shall elect from their number a President and one or more Vice-Presidents.

In the event of a vacancy occurring on the Board, the remaining Directors shall elect a stockholder of the same qualifications to fill the unexpired term.

A majority of the whole Board shall constitute a quorum.

The Board of Directors of this corporation shall have the right at any time to sell all or any part of its property for cash or on terms of credit or to exchange it for stock in some other corporation, at such price and on such terms as to the Board of Directors may seem proper; or to sell same for part cash and part stock; and in the event of any such sale, the cash, if any, after paying the debts of the corporation, if any, shall be divided ratably among the stockholders, and the stock in any other corporation, if received, shall be represented by certificates of the new corporation to be delivered to the stockholders of this corporation in proportion to their interests therein; if such sale dispose of all the property of this corporation, then the payments and delivery of stock above referred to shall be made only on surrender of the certificates of stock in this corporation.

That amendment received the affirmative votes of 19,481 shares out of 25,000 shares of the capital stock of said Land Company and no negative votes, as the vote will more fully appear by reference to the minutes of said meeting attested by said officer.

And said appearer declared that he appeared before me, Notary, for the purpose of putting in authentic form the adoption of said amendment, to the end that same may be filed and recorded in the office of the Secretary of State according to law, and I have paragraphed said minutes "No Varietur" for identity with this act, and have annexed them hereto.

Thus done and passed in the presence of John L. Corcoran and Walter E. Adolph, competent witnesses, both of whom hereto sign their name with said party and me, the said notary, the day and date aforesaid.

(Original Signed)

A. C. WUERPEL,
W. E. ADOLPH,
JNO. L. CORCORAN,
JOHN C. DAVEY, JR.
Notary Public.

I, the undersigned, Recorder of Mortgages, in and for the Parish of Orleans, State of Louisiana, do hereby certify that the above and foregoing act of amendment of incorporation of the NEW ORLEANS LAND COMPANY, was this day duly recorded in my office, in Book 849, Folio ——.

New Orleans, La., September 4th, 1906.

(Signed) EMILE LEONARD,
Deputy Recorder of Mortgages.

A true copy:
(Seal) JOHN C. DAVEY, JR.,
Notary Public.

CHARTER.

STATE OF LOUISIANA — PARISH OF ORLEANS.

Be it known, that on this fourth day of September, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, before me, J. C. Davey, Jr., a Notary Public, in and for said Parish and State, duly commissioned and qualified, personally came and appeared, A. C. Wuerpel, a resident of this city and the president of the New Orleans Land Company, a legal corporation of this City and State, created by Act before O. D. Armas, late Notary, on November 15th, 1897, mortgage office book 358, folio 239, and amended by Act before Fred Zengel, Notary Public, May 23rd, 1899, mortgage office book 516, folio 670, as per Act before F. D. Charbonnet, Notary Public, on November 26th, 1903, mortgage office book 565, folio 98, and as per act before B. Konen, Notary Public, on December 11th, 1899, mortgage office book 646, folio 684.

Who declared: That at a general meeting of the stockholders of said NEW ORLEANS LAND COMPANY, held in the city on December 6th, 1905, in accordance with Article IX of the charter, an amendment was adopted striking out Article VII and substituting in lieu thereof, the following:

ARTICLE VII.

"All the powers of the corporation shall be vested in and exercised by a Board of Directors composed of not less than nine nor more than fifteen stockholders, the number for each year to be fixed by resolution of the Board before the annual election herein provided for, each holding not less than twenty-five shares of its stock, elected annually on the second Wednesday in May in each and every year, (provided that the present Board of Directors shall have the right to elect not more than six additional directors to serve with them in the annual election in May, 1906), after due notice three times in ten days in one of the morning daily papers of this city. Each share-holder present or represented at said meeting shall be entitled to one vote for each share held by him, and the persons receiving a majority of the votes cast at said meeting shall be declared elected.

The Directors shall elect from their number a President and one or more Vice-Presidents.

In the event of a vacancy occurring on the Board, the remaining Directors shall elect a stockholder of the same qualifications to fill the unexpired term.

A majority of the whole Board shall constitute a quorum.

The Board of Directors of this corporation shall have the right at any time to sell all or any part of its property for cash or on terms of credit or to exchange it for stock in some other corporation, at such price and on such terms as to the Board of Directors may seem proper; or to sell same for part cash and part stock; and in the event of any such sale, the cash, if any, after paying the debts of the corporation, if any, shall be divided ratably among the stockholders, and the stock in any other corporation, if received, shall be represented by certificates of the new corporation to be delivered to the stockholders of this corporation in proportion to their interests therein; if such sale dispose of all the property of this corporation, then the payments and delivery of stock above referred to shall be made only on surrender of the certificates of stock in this corporation.

That amendment received the affirmative votes of 19,481 shares out of 25,000 shares of the capital stock of said Land Company and no negative votes, as the vote will more fully appear by reference to a copy of the minutes of said meeting attested by said officer.

And said appearer declared that he appeared before me, Notary, for the purpose of putting in authentic form the adoption of said amendment, to the end that same may be filed and recorded in the office of the Secretary of State according to law, and I have paragraphed said minutes "No Varietur" for identity with this act, and have annexed them hereto.

Thus done and passed in the presence of John L. Corcoran and Walter E. Adolph, competent witnesses, both of whom hereto sign with said party and me, Notary, the day and date aforesaid.

(Original Signed)—

A. C. WUERPEL,
W. E. ADOLPH,
JNO. L. CORCORAN,
JOHN C. DAVEY, Jr.
Notary Public.

I, the undersigned Recorder of Mortgages in and for the Parish of Orleans, State of Louisiana, do hereby certify that the above and foregoing Act of Amendment of Incorporation of the NEW ORLEANS LAND COMPANY, was this day duly recorded in my office, in Book 849, Folio ——.

New Orleans, La., Sept. 4th, 1906.

(Signed) EMILE LEONARD,
Deputy Recorder of Mortgages.

(Seal)
A True Copy:
JOHN C. DAVEY, JR.
Notary Public.

ANNONCE JUDICIAIRE

Mercredi, le 25 Août 1909.

No 3309 rue Tchoupitoulas,

Succession de Antonia Sidoti.

No 90,125—Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, Division C.

PAR SPEAR, ESCOFFIER & SPEAR—LOUIS C. SPEAK, Encanteur, Bureau 802 rue Perdido—Il sera vendu MERCREDI, le 25 août 1909, à midi, à la Bourse des Propriétés Foncières, No 311 rue Baronne, entre les rues Gravier et Union, en vertu de et conformément à un ordre signé le 23 juillet 1909 par l'Hon. E. K. Skinner, juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, Division C, dans l'affaire ci-dessus intitulée, la propriété décrite comme suit à savoir—

Un certain lot de terre avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, et tous les droits, voies, privilèges, servitudes et dépendances y appartenant ou de quelque façon en dépendant, situé dans le Sixième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Tchoupitoulas, Chippewa, Toledano et l'avenue Louisiana, lequel dit lot de terre mesure onze pieds six pouces et six lignes de face à la rue Tchoupitoulas sur une profondeur de quatrevingt neuf pieds onze pouces et trois lignes entre lignes égales et parallèles et consiste de la moitié du lot No huit sur un plan dressé par Ben Buisson, voyer, daté du 8 août 1837, étant la même propriété que ledit A. Sidoti a acquise de Vincenzo Longo par acte passé pardevant E. K. Skinner, notaire, enregistré au bureau des transferts livre 170, folio 116 et daté du 18 octobre 1897.

Conditions—Une moitié en plus comptant, la balance s'il y en a, représentée par le billet de l'acquéreur, payable un an après la date, avec intérêt au taux de huit pour cent par an de la date jusqu'au paiement, avec le pacte de "non alienando" et toutes les clauses usuelles de sécurité, l'acquéreur devant payer les taxes de 1909 et les frais de tous certificats. Acte de vente pardevant U. Marinoni Jr, notaire aux frais de l'acquéreur.

25 juin—25 août 1 8 15 22 25

Will J. Morgan.

ANNONCE JUDICIAIRE

SUCCESSION DE Mme MAGDALENE MEDARIS—No 87,446—COUR CIVILE DE DISTRICT, DIVISION E

Propriétés Désirables Améliorées et Vacantes dans le Troisième District,

BATISSE DOUBLE EN BOIS.

Nos 1001-1003 rue Mazant, Formant l'Encoignure de la rue Rempart, Et Trois Terrains Contigus,

EN VERTU d'un ordre de l'Honorable Geo. H. Théard, juge de la Division E, Cour Civile de District, daté et signé en cour ouverte, le 4 août 1909, et adressé à WILL J. MORGAN, encanteur,

Il sera Vendu à la Bourse des Propriétés Foncières, No 311 rue Baronne,

Jeudi, le 9 Septembre 1909,

les propriétés ci après décrites:

Quatre certains lots de terre, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, et tous les droits, voies, privilèges et servitudes y appartenant ou de quelque façon en dépendant, situés dans le Troisième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Nord Rempart, France, St Claude et Mazant, désignés par les lettres "R", "S", "T" et "U", d'après un devis d'arpentage fait par C. Uncas Lewis, député voyer de ville, daté du 7 octobre 1908, annexé à un inventaire pris par Wm. V. Seeber, notaire, le 17 septembre 1908, d'après lequel lesdits lots sont contigus et mesurent comme suit à savoir:

Led. lot désigné par la lettre "R", formant le coin des rues N. Rempart et Mazant et mesurant 29 pieds 10 pouces de face à la rue Mazant, par la même largeur dans le fond et par une profondeur de 38 pieds 6 pouces et façade à la rue Rempart. Les améliorations qui s'y trouvent comprennent une bâtisse en bois double, connue comme 1001-03 rue Mazant.

Les lots "S", "T" et "U", mesurant chacun 31 pieds de face à la rue Mazant, par la même largeur dans le fond et par une profondeur en trois lignes égales et parallèles de 88 pieds 6 pouces, et lesdits lots originaux Nos 11, 12, 13 et 14 sur un plan dressé par B. Buisson, voyer, daté du 20 mai 1832, déposé en l'étude de Octave de Armas, ancien notaire.

Conditions—Un tiers ou plus comptant, et si la balance s'il y en a en un et deux ans de crédit à l'option de l'acquéreur en des acquéreurs, en billets portant 8 pour cent d'intérêt par an de la date de l'adjudication jusqu'au paiement, garantis par privilège de vendeur et hypothèque spéciale sur la propriété vendue et les actes devant contenir les clauses de non aliénation et la vente sans délai tient et 5 pour cent d'honoraires d'avocat en cas de procès pour forcer le paiement des billets et toutes les autres clauses usuelles en l'acte de vente. L'acquéreur ou les acquéreurs devant en sus de payer un dessus et en plus du prix de l'adjudication toutes les taxes pour l'année 1909 et déposer chez l'encanteur 10 0/0 du prix de la vente au moment de l'adjudication, et les actes de vente devant être passés pardevant Wm.